

Convention collective départementale

IDCC : 1375. – INDUSTRIES
MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES CONNEXES
ET SIMILAIRES
(DOUBS)

(31 mai 1985)

(Etendue par arrêté du 27 février 1987,
Journal officiel du 15 mars 1987)

AVENANT DU 24 JUIN 2005
RELATIF AUX RMH, RAG ET PRIMES

NOR : ASET0551004M
IDCC : 1375

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

Les rémunérations minimales hiérarchiques des mensuels ont pour seul objet de déterminer l'assiette de calcul de la prime d'ancienneté. Elles sont fixées sur la base d'une valeur du point négociée paritairement chaque année.

La rémunération minimale hiérarchique pour un horaire hebdomadaire de 35 heures est obtenue en multipliant la valeur du point par le coefficient de l'intéressé.

En cas d'horaire inférieur à 35 heures, cette rémunération minimale hiérarchique est réduite à due proportion.

En cas d'horaire supérieur à l'horaire légal applicable à l'entreprise, le montant de prime d'ancienneté supporte les majorations pour heures supplémentaires.

A compter du 1^{er} juillet 2005, la valeur du point est fixée à 4,15 € pour un horaire hebdomadaire de 35 heures (151,67 heures par mois).

Article 2

Garantie annuelle de rémunération effective

a) Définition et montant

En application de l'accord national du 17 janvier 1991 portant avenant à l'accord national du 13 juillet 1983 sur l'application des rémunérations minimales hiérarchique, le présent accord institue une garantie de rémunération annuelle effective pour chacun des coefficients hiérarchiques visés à l'article 14 de l'avenant Mensuels à la convention collective du GIMM du 31 mai 1985.

Les garanties annuelles de rémunération effectives sont applicables à l'ensemble des catégories de personnel visées à l'article 1^{er} de l'avenant Mensuels précité à l'exception des catégories de salariés pour lesquels un abattement de salaire légal ou conventionnel est prévu.

Pour ces salariés, la garantie annuelle sera calculée selon cesdits abattements.

Barème de garantie annuelle de rémunération effective :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT	COEFFICIENT	MONTANT
140	14 239	240	15 650
145	14 273	255	16 285
155	14 319	270	16 973
170	14 387	285	17 757
180	14 501	305	18 799
190	14 614	335	20 519
215	14 805	365	23 327
225	15 014	395	25 690

Ces valeurs sont données pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif et se rapportent à la période courant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

En cas d'horaire supérieur à l'horaire légal, ces valeurs sont adaptées à l'horaire de travail et supportent de ce fait les majorations pour heures supplémentaires.

En cas d'horaire inférieur, les valeurs, base 35 heures, sont réduites à due concurrence.

En outre si un salarié intègre ou quitte son entreprise en cours d'année, le montant de la garantie annuelle de rémunération s'applique *pro rata temporis*.

En cas de départ en cours d'année le complément de rémunération éventuellement dû au salarié en application du présent article lui est versé lors de son départ effectif.

b) Détermination de la RAG

Pour la détermination de la RAG il sera tenu compte de tous les éléments de rémunération à l'exception :

- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres ;
- des majorations pour travail du dimanche et de nuit prévues par l'article 11 de l'avenant Mensuels ;
- des remboursements de frais et primes ayant ce caractère ;
- des primes d'ancienneté ;
- des sommes versées au titre de la législation sur l'intéressement et la participation ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Dans le cas où la rémunération annuelle perçue par un salarié et déterminée comme prévue ci-dessus n'atteint pas la RAG correspondant à son classement, l'employeur lui versera le complément de rémunération au plus tard avec la paie de mois de janvier suivant.

Article 3

Indemnité de panier

Les valeurs des indemnités de panier sont fixées comme suit :

- panier jour : 2,90 € ;
- panier nuit : 4,85 €.

Article 4

Entrée en vigueur

L'article 1^{er} relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques entrera en vigueur au 1^{er} juillet 2005

L'article 2 relatif aux garanties annuelles de rémunération effective entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2005.

L'article 3 relatif à l'indemnité de panier entrera en vigueur au 1^{er} juillet 2005.

Article 5

Dépot

Le présent avenant sera déposé en 5 exemplaires à l'initiative de la partie la plus diligente à la direction départementale du travail et de l'emploi.

Un exemplaire sera déposé au greffe du conseil des prud'hommes.

Fait à Besançon, le 24 juin 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

GIMM.

Syndicat de salariés :

CGT-FO.